

Ce document est une version électronique d'un article publié dans :

Craig, B. (1990). Pour une approche comparative de l'étude des sociétés rurales nord-américaines. *Histoire sociale-Social History*, 23(46), 249-270.

Pour une approche comparative de l'étude des sociétés rurales nord-américaines¹

Béatrice Craig*

Les historiens du Bas-Canada, tout comme ceux des États-Unis, présupposent habituellement la nature exceptionnelle des sociétés qu'ils étudient. Pourtant, les recherches sur le Haut-Canada, le Bas-Canada et le nord-est des États-Unis suggèrent que confrontées aux mêmes problèmes concrets de survie et de reproduction sociale, les populations de ces trois régions avaient recours aux mêmes stratégies. Il serait donc bénéfique pour la recherche historique que le nord-est du continent américain — et non les entités politiques qui le composent — soit plus souvent le cadre de référence de nos travaux.

Historians of Lower Canada, like the historians of the United States, usually assume that the societies they are studying were exceptional. Numerous studies of Upper Canada, Lower Canada and the northeastern United States suggest that the population of those regions adopted similar strategies when confronted to similar problems. Historical research would therefore benefit from an approach which would use the northeastern part of the American continent, as opposed to the political units which compose it, as their frame of reference.

Dans une communication présentée au congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, tenu à Sherbrooke en octobre 1989, Gérard Bouchard identifia ainsi ce qui lui semblait être les trois traits dominants de l'historiographie des sociétés rurales québécoises² :

- 1) Elle s'est surtout nourrie d'emprunts venant de France.
- 2) Elle a été remarquablement fermée aux influences nord-américaines, et ce n'est que dans les dernières années qu'une amorce d'ouverture s'est esquissée.
- 3) Elle a toujours postulé que la société québécoise était différente des autres.

* Béatrice Craig est professeure au Département d'histoire de l'Université d'Ottawa.

1. Pour éviter de trop embrasser et de mal étreindre, j'ai limité le cadre géographique de cet article au Québec, à l'Ontario et au nord-est des États-Unis. Ma décision a été guidée par l'existence de travaux de recherche se prêtant à une comparaison.

2. Gérard Bouchard, « L'étude de la société rurale québécoise et le modèle de la frontière », communication présentée au congrès de l'Institut de l'histoire de l'Amérique française, tenu à Sherbrooke en octobre 1989.

Les réactions des intervenants dans la discussion qui suivit corroborèrent ironiquement l'analyse de Bouchard. Consciemment ou non, ils adhéraient au postulat de l'exception québécoise; par conséquent, les ressemblances qu'ils pouvaient déceler entre les États-Unis et le Québec auraient résulté de l'influence des premiers sur le second. Par exemple, Serge Gagnon s'interrogea sur l'opportunité d'une comparaison entre le Québec et les États-Unis d'avant la fin du XIX^e siècle, puisque ce n'est qu'à partir de cette période que cette influence s'est faite sentir. La discussion ne s'attarda d'ailleurs pas sur ce point et glissa rapidement de l'influence d'une contrée sur l'autre à celle de l'historiographie américaine sur les historiens québécois.

La discussion me semble avoir été un bel exemple d'incommunicabilité. J'ai l'impression que Bouchard faisait moins référence au caractère états-unien de la société rurale québécoise qu'à son caractère nord-américain. Le fait que les habitants des États-Unis se soient arrogé un quasi-monopole de l'adjectif « américain » ne signifie pas qu'ils soient les seuls à y avoir droit. Les Québécois étaient américains avant eux ! C'est-à-dire qu'ils étaient des descendants d'immigrants en Amérique du Nord. Ils étaient de plus des descendants d'Européens du Nord-Ouest, qui apportèrent sur le rivage oriental de l'Atlantique un certain bagage culturel qui ne leur était pas unique. Ce bagage incluait le christianisme, religion qui met l'accent sur la responsabilité *individuelle* de la personne pour son salut, la liberté personnelle, puisque le servage avait quasiment disparu dans cette partie de l'Europe dès le XVII^e siècle, le concept de la propriété privée, et surtout de la propriété privée en tant que droit de l'individu. La structure sociale et économique s'articulait autour de la famille qui, normalement, devait être nucléaire, monogame, indissoluble et économiquement autonome. La famille souche et la famille étendue étaient des structures transitoires ou de repli. L'économie reposait sur une large base de ménages producteurs, le travail à gage était associé à la pauvreté et à la dépendance et l'agriculture était valorisée comme source de richesse.

Ce bagage culturel n'était pas unique aux Français, de la France ou du Nouveau-Monde. Il était partagé par les Anglais, les Écossais, les Irlandais, les Néerlandais, les Scandinaves et les Allemands de la Rhénanie. Tous ces peuples virent une partie de leurs membres se rétablir en Amérique du Nord, plus particulièrement dans cette section nord-est aux hivers longs et rigoureux et à la topographie profondément marquée par les glaciations du quaternaire : altitudes modérées, relief aux formes adoucies, réseau hydrographique bien développé, sols boisés de médiocre qualité, sauf dans les vallées et les lits d'anciens lacs. On put s'établir aisément dans le Nord-Est américain, mais il fallut faire preuve de beaucoup de ténacité et d'ingéniosité pour s'y enrichir.

À quoi peut-on s'attendre de la part de peuples divers, certes, mais partageant un bon nombre de traits culturels fondamentaux, transplantés dans le même milieu physique et ne disposant pour le conquérir que d'une technologie peu développée, mais relativement similaire ? La réponse s'impose : à beaucoup de similarités. L'impact de ces différences culturelles que l'on

remarque d'emblée ne doit pas être exagéré : l'hiver n'est pas moins long et les terres plus fertiles ou plus abondantes, la mouche de Hesse moins ravageuse ou les fleuves plus navigables selon que l'on parle français ou néerlandais et que l'on va au temple plutôt qu'à la messe. Et si les descendants des puritains devenus d'entrepreneurs Yankees semblent donner raison à Max Webber, comment expliquer le manque de succès économique durable des protestants des Maritimes ? Les différences culturelles, telles que les différences de langue, de religion, de systèmes juridique ou politique sont surtout des différences de surface qui masquent des ressemblances plus profondes au niveau des comportements et peut être même des mentalités.

Les historiens, qu'ils soient canadiens-français, canadiens-anglais ou américains, s'arrêtent toutefois à ces différences. Les unités géographiques d'analyse recoupent presque toujours les divisions politico-linguistiques qui existent de nos jours. Le Haut-Canada, le Bas-Canada et la Nouvelle-Angleterre sont très souvent étudiés en vase clos. Les historiens du Québec rural sont en général peu familiers avec les travaux de leurs homologues américains³. Ils manifestent la même indifférence envers l'histoire rurale du Haut-Canada. L'obstacle n'est pas linguistique : un anglophone comme Allan Greer ne fait référence à aucune étude majeure sur les sociétés rurales de Nouvelle-Angleterre dans son ouvrage sur le Bas-Richelieu; pourtant, il utilise un modèle fort répandu dans l'historiographie américaine et sur lequel nous allons avoir l'occasion de revenir, celui de la *Household Economy*⁴. Les historiens du Canada français n'ont d'ailleurs pas le monopole de l'indifférence envers l'histoire d'autres groupes linguistiques ou religieux ou d'autres nations : aux yeux des Américains, le Canada dans son ensemble pourrait tout aussi bien être situé sur une autre planète. L'historiographie américaine, elle aussi, est peu perméable aux influences extérieures et postule l'exceptionnalité de son sujet d'étude.

Les exceptions à cette compartimentation sont très rares et viennent de l'Ontario. Contrairement à leurs collègues qui étudient les sociétés rurales du Québec ou des États-Unis, les historiens de l'Ontario rural ne postulent pas l'exceptionnalité de leur sujet, mais présument l'existence de fortes ressemblances avec ce dernier pays. La citation suivante, de John Isbister, reflète probablement fidèlement les *a priori* de la plupart des historiens de l'Ontario jusqu'à ces dernières années.

3. Il faut noter ici une exception déjà un peu ancienne. La bibliographie de l'ouvrage de Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e*, Paris, Plon, 1979, montre qu'elle était familière avec presque tous les ouvrages marquants de l'historiographie relative à la Nouvelle-Angleterre. Mais le cadre de référence du livre, c'est le Canada, pas l'Amérique du Nord.

4. Allan Greer, *Peasant, Lord, and Merchant, Rural Society in Three Quebec Parishes, 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1985.

English Canadian society has been quite similar to, although not identical with, the dominant culture of the United States: commercial, capitalist, secular and ambitious in its goals, mobile and acquisitive in its style⁵.

Les historiens de l'Ontario (et du Canada anglais en général) ont aussi très souvent postulé que le Canada français était différent, postulat qui s'accompagnait un peu trop souvent d'un sentiment de supériorité à peine voilé. Le Haut-Canada, contrairement au Bas-Canada, était moderne, à l'instar des États-Unis.

Le postulat de la ressemblance entre le Haut-Canada et les États-Unis facilite, psychologiquement, les études comparant les deux sociétés. Celles-ci ne sont toutefois pas nombreuses et relèvent surtout du domaine de l'histoire économique. Marvin McNinnis, par exemple, utilise les méthodes de certains historiens américains afin de déterminer le volume des surplus susceptibles de commercialisation des fermes du Haut-Canada et de les comparer à ceux des fermes américaines.

Le postulat de la différence entre les sociétés rurales du Haut et du Bas-Canada commence à être remis en question par quelques historiens canadiens-anglais. Une approche consiste à comparer les Canadiens français et anglais dans la même région. Chad Gaffield a suggéré que les différences entre les structures, les fonctions et l'économie des familles francophones et anglophones du comté de Prescott-Russell ne pouvaient pas se réduire à une opposition entre une mentalité « traditionnelle » d'une part, « moderne » de l'autre. M. McNinnis et F. Lewis se sont penchés sur la question de l'efficacité des fermiers du Bas-Canada en 1850 et ont conclu que les différences entre Canadiens français et anglais étaient faibles et probablement statistiquement insignifiantes.

John McCallum, plus ambitieux, compare les pratiques agricoles du Québec et de l'Ontario au XIX^e siècle; mais il va plus loin et replace ces deux provinces dans leur contexte continental, pour atteindre des conclusions révisionnistes concernant l'agriculture du Bas-Canada : celle-ci n'aurait pas été pire que celle de la Nouvelle-Angleterre du point de vue des techniques ou de la productivité, mais aurait souffert de l'absence d'un marché urbain suffisamment important pour assurer la prospérité des agriculteurs⁶.

5. John Isbister, « Agriculture, Balanced Growth, and Social Change in Central Canada since 1850: an Interpretation », *Economic Development and Cultural Change*, XXV (1976-1977), p. 673.

6. Marvin McNinnis, « Marketable Surpluses in Ontario Farming, 1860 », *Social Science History*, VIII (Fall 1984), pp. 395-424; F. Lewis et R. Marvin McNinnis, « The Efficiency of the French-Canadian Farmer in the Nineteenth Century », *Journal of Economic History*, 40 (Sept. 1980), pp. 497-514; McNinnis a en outre passé en revue les différentes perspectives concernant l'agriculture du Bas-Canada avant 1850 pour conclure que l'interprétation de McCallum est la seule vraiment satisfaisante dans l'état actuel des recherches, « A Reconsideration of the State of Agriculture in Lower Canada in the First Half of the Nineteenth Century », *Canadian Papers in Rural History*, Donald Akenson, éd., vol. III, 1982, pp. 9-49; Chad Gaffield, « Canadian Families in Cultural Context: Hypothesis from the Mid-Nineteenth Century », *Historical Papers/Communications historiques* (1979), pp. 48-69; J. McCallum, *Unequal Beginnings, Agricultural and Economic Developments in Quebec and Ontario Until 1870*, Toronto, 1980.

La compartimentation géographique qui caractérise l'étude des sociétés rurales nord-américaines est d'autant plus regrettable qu'un nombre non négligeable d'historiens dans les trois régions travaille sur les mêmes questions, utilise les mêmes méthodes et les mêmes concepts et aboutit à des conclusions similaires.

La recherche est suffisamment développée dans trois domaines pour permettre de comparer les conclusions et d'ébaucher des schémas d'ensemble⁷ :

- 1) les modes d'évolution des « petites communautés » rurales;
- 2) les pratiques successorales;
- 3) les mentalités, le rapport au marché et l'organisation de l'économie paysanne.

Les modes d'évolution des « petites communautés rurales »

L'étude des petites communautés rurales est un genre relativement ancien aux États-Unis, inauguré par la publication, en 1961, de l'ouvrage de Charles Grant, *Democracy in the Connecticut Frontier Town of Kent*⁸. Depuis, les monographies de villes, villages, comtés ou cantons sont sorties des presses en grand nombre. Cette démarche historique n'a cessé d'attirer la critique. Les communautés étudiées sont-elles « représentatives » ? Peut-on généraliser d'une communauté à la région à laquelle elle appartient ? L'extrême variété des problématiques, des approches méthodologiques et des conclusions atteintes semble, en apparence tout au moins, défier les généralisations.

Le défi a été relevé par Darret Rutman dans un article publié en 1987 intitulé « Assessing the Little Communities of Early America⁹ ». Selon lui, les historiens n'ont pas été capables de généraliser à partir des études existantes parce qu'ils ont mal posé leurs questions. Ils ont cherché à dégager les contours d'un hypothétique sens de la communauté qui aurait caractérisé ces collectivités rurales; ou bien, ils se sont acharnés à en nier l'existence. Ils se sont trop préoccupés des mentalités et pas assez des structures. Or, les

7. Il va de soi que je préconise ici une approche *inductive* de l'étude des sociétés nord-américaines, approche visant à dégager un modèle global à partir de la juxtaposition d'observations de cas particuliers. Ceci n'est, bien entendu, pas la seule démarche possible. La plupart des spécialistes des sciences sociales, plus enclins à utiliser une approche hypothético-déductive, préféreraient élaborer une hypothèse à partir de l'étude d'une société particulière pour ensuite la vérifier dans une autre société ou à l'échelle du continent. Les deux démarches ne sont pas mutuellement exclusives. Les modèles esquissés ici, par exemple, peuvent être traités comme des hypothèses nécessitant une vérification systématique — quoique je doute que les historiens en général soient aussi convaincus que les sociologues de la nécessité de cette étape.

8. Charles Grant, *Democracy in the Connecticut Frontier Town of Kent*, New York, 1961.

9. Darrett B. Rutman, « Assessing the Little Communities of Early America », *William and Mary Quarterly*, 3d Ser., 43 (1986), pp. 163-178.

opinions concernant les mentalités des habitants de ces collectivités sont variées et irréconciliables.

Rutman propose un cadre conceptuel différent pour l'étude des communautés rurales. Il définit une communauté comme un champ d'interaction sociale : un certain nombre d'individus ont des rapports sociaux dans un espace clairement circonscrit. La tâche de l'historien des communautés rurales consiste à élucider la nature de ces rapports sociaux et de leur évolution dans le temps. Les particularismes de la plupart des communautés rurales étudiées par les historiens américains s'atténuent considérablement lorsqu'on les observe à travers ce cadre conceptuel. Selon Rutman, les petites communautés rurales présentaient toutes les mêmes caractéristiques fondamentales et la dynamique de leur évolution était sensiblement la même. Elles étaient fortement centrées sur elles-mêmes; les relations sociales y étaient intensément personnalisées et structurées par les réseaux de parenté et/ou de clientèle. La coopération et l'« esprit de bon voisinage » y étaient quasiment obligatoires. Ces communautés, très absorbées par leurs propres affaires, étaient peu concernées par les grands événements qui pouvaient agiter les politiciens du temps, en grande partie parce que ces grands événements affectaient peu leur vie quotidienne, et cela s'applique même à la Révolution américaine.

L'évolution des communautés rurales américaines suivait un schéma uniforme. Dans un premier temps, un rapport favorable population-ressources (généralement en terres) prévalait. La population augmentant, ce rapport s'inversait et la pénurie de terres conduisait à l'émigration, à moins que la communauté ne fût capable de diversifier sa base économique, pour ne plus dépendre exclusivement de l'agriculture. Croissance et développement économiques entraînaient inévitablement une accentuation de la stratification sociale qui était présente dès les origines. Finalement, par l'action de leurs élites, les communautés pionnières étaient graduellement intégrées à la société englobante sur les plans économique, politique, religieux, social et intellectuel.

L'article de Rutman est une synthèse fondée sur une quarantaine de thèses, de monographies et d'articles répartis inégalement dans le temps et dans l'espace. Les deux tiers portent sur la période coloniale de la Nouvelle-Angleterre. Trois seulement touchent le XIX^e siècle et moins d'une dizaine traitent des colonies du Centre et du Sud. Le modèle élaboré par Rutman semble rendre compte de la réalité coloniale de la Nouvelle-Angleterre et de la phase d'implantation et de consolidation du peuplement blanc. Il serait probablement prématuré de l'étendre sans réserve à l'ensemble du littoral états-unien ou à la totalité de la période pré-industrielle. La base spatio-temporelle étroite de ce modèle est un problème pour les historiens des États-Unis qui n'ont toujours pas une vue d'ensemble des sociétés rurales pré-industrielles de ce pays. Elle l'est beaucoup moins pour les Canadiens et, plus particulièrement, pour les historiens du Québec et de l'Ontario; l'est du Canada est plus susceptible de ressembler à la Nouvelle-Angleterre qu'au Sud des plantations. D'autre part, le gros de la recherche sur le Québec porte sur

un moment de l'occupation du territoire qui est celui privilégié par les historiens de la Nouvelle-Angleterre.

Les travaux de Louise Dechêne sur Montréal, de Gagan et May sur le comté de Peel et ceux d'Allan Greer sur le Bas-Richelieu furent tous publiés avant son article. D'autres travaux sur le Québec, terminés (dans le cas de thèses) ou publiés depuis, abondent dans le même sens et suggèrent fortement que ce modèle rend compte d'une réalité plus vaste que l'espace anglo-saxon.

Selon ces études¹⁰, la société rurale québécoise, tout comme le comté de Peel, était relativement peu différenciée pendant la première phase de peuplement; les terres étaient abondantes et d'accès facile. La très grande majorité de la population se composait de petits fermiers propriétaires ou, au Québec, de fermiers censitaires. La majorité des superficies améliorées étaient entre les mains de ces petits exploitants. La saturation des terres entraîna les mêmes conséquences démographiques au Canada qu'en Nouvelle-Angleterre : dans les paroisses ou cantons qui restèrent agricoles, le nombre d'exploitations plafonna et la croissance de la population se ralentit considérablement. L'excès de population dut émigrer. Gagan et May, qui étudient une période plus tardive, notent l'apparition d'une autre stratégie pour faire face à la surpopulation qui vint s'ajouter à celle de l'émigration : le contrôle des naissances.

Il n'y a pas, par contre, unanimité parmi les historiens canadiens quant aux conséquences de la raréfaction des terres sur la structure sociale. Les uns y voient la cause première de la stratification sociale; les autres, une circonstance aggravante. Selon certains historiens québécois, l'accès facile à la terre aurait entraîné une grande égalité de conditions et la société du Saint-Laurent aurait été fortement égalitaire. Les inégalités apparentes s'expliqueraient par les cycles de la vie familiale¹¹. Le comté de Peel n'aurait pas été différent, en dépit du fait qu'il fallait y acheter la terre : la première génération de résidents se serait composée de propriétaires. La saturation des terres entraîna l'apparition d'une hiérarchie sociale : locataires et ouvriers agricoles vinrent s'ajouter aux propriétaires. Ceux-ci n'étaient plus, non plus, sur un pied d'égalité : les descendants des familles fondatrices étaient surreprésentés

10. David Gagan, *Hopeful Travellers: Families, Land and Social Change in Mid-Victorian Peel County, Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1981; Herbert May, « A Place to Stand: Families, Land and Permanence in Toronto Gore Township, 1820-1990 », Canadian Historical Association, *Historical Papers*, (1980); Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e*, Paris, Plon, 1979; Allan Greer, *Peasant, Lord and Merchant*; Sylvie Dépatie, « La structure agraire à l'Île Jésus dans la première moitié du XVIII^e siècle : résultats préliminaires et critique des sources », *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XVIII^e siècles*, éd., François Lebrun et Normand Séguin, Université du Québec à Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, 1987, pp. 25-38; Christian Dessureault, « La propriété rurale et la paysannerie dans la plaine maskoutaine, 1795-1814 » dans *ibid.*, pp. 39-50; Mario Lalancette, « Essai sur la répartition de la propriété foncière à la Malbaie au pays de Charlevoix » dans *ibid.*, pp. 63-78.

11. Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850 : Structures et conjonctures*, Montréal, Fides, 1971; Allan Greer, *Habitant, Lord and Merchant*.

parmi les fermiers les plus riches. Selon G. Paquet et J.-P. Wallot, la pénétration du marché aurait eu les mêmes conséquences et entraîné l'inégalité des conditions¹².

D'autres historiens s'inscrivent en faux contre cette interprétation. Le blocage malthusien aurait renforcé une inégalité déjà existante et que n'expliqueraient que partiellement la pénétration du marché ou même les cycles de la vie familiale. Certains couples, meilleurs agriculteurs, meilleurs gestionnaires, ou plus chanceux que d'autres, auraient été capables d'atteindre un niveau de vie plus élevé que leurs voisins et de transmettre ces avantages acquis à leurs enfants¹³.

Dans les paroisses ou régions où d'autres activités économiques s'ajoutent à l'agriculture, l'émigration ralentit, mais au prix d'une prolétarianisation d'une partie de la population. À Sorel, dans le Bas-Richelieu, la rareté des terres poussa les habitants à s'engager dans la traite des fourrures et à morceler leurs terres en micro-exploitations cultivées par des paysans-*engagés*. Sur le Haut-Saint-Jean au Nouveau-Brunswick, l'industrie forestière et la colonisation des terres médiocres des arrières-rangs enraya partiellement l'émigration, mais donna naissance à une classe de fermiers pauvres et de bûcherons vivant physiquement et socialement en marge des fermiers cossus établis sur les bonnes terres bordant le fleuve¹⁴.

Les pratiques successorales

Dans les régions purement agricoles, saturation des terres et émigration allaient de pair. Les individus qui réussissaient à acquérir une terre dans une paroisse anciennement peuplée la recevaient normalement de leurs parents. Ceux qui n'héritaient pas d'une terre étaient généralement forcés d'émigrer. Dans ces sociétés, le mécanisme fondamental d'ajustement de la population aux ressources s'articulait autour de la transmission des patrimoines fonciers d'une génération à une autre. Les règles de succession en Common Law et en droit français étant différentes, on aurait pu s'attendre ici à des variations assez

12. Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, « Structures sociales et niveaux de richesse dans les campagnes du Québec, 1792-1812 », *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 13 (Printemps 1983), pp. 25-44.

13. Christian Dessureault, « Les fondements de la hiérarchie sociale au sein de la paysannerie : le cas de Saint-Hyacinthe, 1760-1815 », thèse de doctorat, Université de Montréal, 1985; —, « L'égalitarisme paysan dans l'ancienne société rurale de la vallée du Saint-Laurent : éléments pour une réinterprétation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40 (Hiver 1987), pp. 373-407; dans un texte plus récent, C. Dessureault analyse toutefois le durcissement de la stratification sociale en terme d'influence du marché : voir « Crise ou modernisation ? La société maskoutaine durant le premier tiers du XIX^e siècle », *RHAF*, 42 (Hiver 1989), pp. 359-388; Thomas Wien, « La colonisation involontaire au XVIII^e siècle : un exemple canadien », communication présentée au congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, tenu à Sherbrooke en octobre 1989; Sylvie Dépatie, « La structure agraire au Canada : le cas de l'Île Jésus au XVIII^e siècle », *Historical Papers/Communications historiques*, 1986.

14. Béatrice Craig, « Agriculture and the Lumberman's Frontier in the Upper St. John Valley, 1800-1870 », *Journal of Forest History*, 32 (July 1988); pp. 125-137.

importantes entre francophones et anglophones. Il ne semble pas que cela ait été le cas.

Les habitants du Bas-Canada, du Haut-Canada et de la Nouvelle-Angleterre avaient tous à faire face au même dilemme : comment établir plusieurs enfants à partir d'un seul établissement sans compromettre l'intégrité économique du patrimoine ou la sécurité des parents âgés. Par nécessité, les générations étaient solidaires les unes des autres. Les enfants avaient besoin de l'aide de leurs parents pour leur établissement, et les parents de celle de leurs enfants pour assurer leurs besoins matériels dans leur vieillesse.

Les stratégies décrites par les historiens canadiens et américains sont similaires¹⁵. Les parents s'efforçaient d'acquérir des parcelles supplémentaires, par achat ou défrichement, et les transféraient à leurs fils quand ceux-ci se mariaient. Ceci était de moins en moins possible au fur et à mesure que la paroisse ou le canton se remplissait. Les parents avaient alors recours à d'autres stratégies pour établir leurs enfants, stratégies dont l'existence est documentée aussi bien au Haut- qu'au Bas-Canada et aux États-Unis. L'une tirait parti de l'existence de terres colonisables hors de la paroisse d'origine, mais néanmoins situées à une distance raisonnable de celle-ci. Les parents vendaient leur ferme dans une ancienne paroisse, à prix fort, et utilisaient cet argent pour acquérir plusieurs lots sur un front de colonisation où la terre était meilleur marché.

L'autre stratégie sacrifiait l'intégrité du groupe familial à celle du patrimoine. Le père transmettait toute sa terre à un seul fils, deux s'il possédait un patrimoine important. Ces fils étaient tenus de subvenir aux besoins de leurs parents pendant leur vieillesse, mais aussi de compenser monétairement leurs sœurs et frères. Ces derniers, privés de l'accès à la terre dans leur paroisse d'origine, étaient forcés d'émigrer, mais le capital reçu facilitait leur établissement dans une zone de colonisation. Thomas Wien, Allan Greer, David Gagan et James Henrettas notent dans leurs régions respectives l'importance croissante de cette dernière pratique au détriment d'un partage égalitaire des terres entre les enfants. Ils voient dans cette évolution une conséquence de la raréfaction des terres. Hal Barron identifie le même phénomène à Chelsea (Vermont) dans la deuxième moitié du XIX^e siècle : la dévolution des terres à un héritier unique en échange d'une pension alimentaire devint le mode normal de transmission des patrimoines fonciers, une fois le territoire arable entièrement occupé.

Les historiens ont tendance à qualifier ce mode de succession d'inégalitaire et celui qui reçoit la terre d'« héritier privilégié ». Le privilège semble douteux. L'héritier, en fait, achetait sa terre et, quelquefois, la payait fort cher. Les parents semblaient soucieux de traiter leurs enfants aussi équitablement que possible compte tenu des contraintes qui pesaient sur eux. Idéalement, ils établissaient tous leurs fils sur des terres proches ou lointaines. En pratique,

15. Cette analyse s'appuie sur les études énumérées dans la bibliographie en annexe.

les habitants, qu'ils fussent du Canada français ou de la Nouvelle-Angleterre, semblent avoir eu des difficultés pour en établir plus que deux ou trois, et ceci, même dans un contexte de colonisation. Un pourcentage non négligeable dut se contenter d'établir un seul fils. L'idéal n'était à la portée que d'une minorité aisée ou chanceuse. Les autres devaient se contenter de transmettre à chaque enfant une part de biens, terres grevées de charges pour l'un, biens-meubles ou argent pour les autres, de valeur équivalente. Le sens de l'équité était aussi coloré par des notions similaires concernant le rôle approprié à chaque sexe. Normalement, les filles ne recevaient de terres nulle part. Elles n'étaient toutefois pas exclues de la distribution du patrimoine familial : elles recevaient un dot en meubles, bétail, linge ou argent au moment de leur mariage ou à la mort de leurs parents.

Quel que soit le mode de dévolution adopté, la position des veuves était souvent identique. Les veuves américaines avaient droit à un douaire, une pension alimentaire prise sur la succession de leur mari; cette pratique sacrifiait leur indépendance financière à celle de leurs fils. Les veuves canadiennes-françaises avaient droit à la moitié des biens de la communauté, mais si ceux-ci avaient été distribués du vivant de leur mari, elles ne pouvaient compter, elles aussi, que sur une pension après le décès de leur conjoint.

En dépit de systèmes juridiques différents, les pères de la Nouvelle-Angleterre et des Canadas choisissaient leur stratégie successorale à l'intérieur du même éventail très restreint de possibilités. Le patrimoine familial était distribué de manière à mettre des exploitations viables entre les mains du plus grand nombre de fils possible. La raréfaction des terres a peut-être entraîné un glissement d'un partage égalitaire des terres vers un partage équitable de l'essentiel des biens, la terre allant à un nombre plus restreint d'héritiers. Pendant la phase de colonisation, on parvenait à se procurer des terres pour établir plusieurs fils. Cette phase achevée, l'indivisibilité des patrimoines, compensée par des donations ou des legs en biens-meubles, devenait plus fréquente.

La prédominance de la donation entre vifs n'excluait pas non plus les variations régionales. Deux autres formes de dévolution des biens fonciers semblent aussi avoir eu la faveur des habitants de la Nouvelle-Angleterre de la période coloniale. D'après Toby Ditz, les fermiers du Connecticut avaient recours soit à la donation, soit à une autre forme de dévolution par laquelle les pères transféraient la terre à un fils, mais s'en réservaient l'usage pour le reste de leurs jours (et imposaient au fils le paiement d'une pension alimentaire à la veuve). Les historiens ont aussi identifié une troisième stratégie dans d'autres localités : le père gardait la pleine propriété de son bien jusqu'à sa mort, mais permettait à un ou deux fils d'y construire une habitation et d'en exploiter une partie à leur profit. La plupart des études se contentent de constater que le père transférait ses terres à ses fils sans spécifier à quelles conditions. Les historiens américains nous donnent peut-être une impression fautive, mais il ne semble

pas que les donations entre vifs aient été aussi répandues pendant la période coloniale qu'elles paraissent l'avoir été au Québec.

Les modes de transmission visant à mettre entre les mains d'un ou de plusieurs fils une exploitation viable, bien que très répandus, n'étaient pas non plus universels. À Germantown (Pennsylvanie), au XVIII^e siècle, les héritiers vendaient la terre paternelle et se partageaient la recette. À Wethersfield (Connecticut), dans les années 1820, les héritiers étaient mis sur un pied d'égalité stricte et les parents conservaient leurs biens jusqu'à leur mort; les droits de la veuve au patrimoine familial prenaient la priorité sur ceux des enfants. Les fermiers canadiens-français du Haut-Saint-Jean au milieu du XIX^e siècle ne semblaient pas très préoccupés par le souci d'établir le plus d'enfants possible et n'hésitaient pas à aliéner leur patrimoine foncier hors de la famille. Eux aussi étaient beaucoup plus généreux envers leurs veuves que le droit et la coutume l'exigeaient. Ces trois régions partageaient une caractéristique commune : quoique rurales, elles n'étaient plus des communautés agricoles autosuffisantes et mal articulées aux réseaux commerciaux extra-régionaux. Germantown était située dans ce qui deviendra la banlieue de la plus grande métropole de l'Amérique coloniale : Philadelphie. Wethersfield était engagée dans l'agriculture commerciale et l'économie du Haut-Saint-Jean reposait sur une agriculture en voie de commercialisation et sur l'industrie forestière¹⁶.

Mentalités, rapport au marché et organisation de l'économie familiale

Les formes de transmission des patrimoines sont interprétées de manières différentes par les historiens. Aux États-Unis, le débat s'inscrit dans un autre, plus vaste et plus âpre, portant sur la mentalité des fermiers de la Nouvelle-Angleterre. Étaient-ils des protocapitalistes individualistes et avides de profits, ou plaçaient-ils les intérêts de leur famille avant les leurs ? Quand ont-ils cessé d'être « traditionnels » pour devenir d'entrepreneurs Yankees ? C'est ce débat que Rutman encourageait les historiens à éviter. Sa position se justifie dans la mesure où la discussion semble avoir mené à une impasse. On peut, sans grandes difficultés, trouver dans les sources des preuves de comportement protocapitaliste et des preuves de comportement non capitaliste au sein de la même population. La question, toutefois, ne peut être évitée indéfiniment. Décrire des comportements sans chercher à les expliquer risque rapidement de devenir un exercice gratuit. De plus, comme je vais essayer de le démontrer, le débat est la conséquence d'une conceptualisation mal conçue; on peut sortir de l'impasse.

16. Stephanie Grauman Wolf, *Urban Village*; Toby Ditz, *Property and Kinship*; Béatrice Craig, « Les transmission des patrimoines fonciers dans le Haut-Saint-Jean au XIX^e siècle », communication présentée au congrès annuel de la Société historique du Canada, Université Laval, juin 1988; —, « Land Transmission Practices Among Northern Maine French Canadians in the Nineteenth Century », communication présentée au *Dublin Seminar in New England Folk Life*, Deerfield, Mass., juillet 1989.

L'école protocapitaliste voit dans les fermiers américains de la période coloniale des capitalistes latents. L'abondance relative des terres, l'accès facile à la propriété foncière et une structure sociale beaucoup plus fluide que celle qui prévalait en Europe auraient engendré un esprit individualiste, l'égalitarisme et la recherche du profit personnel. Ces fermiers n'attendaient qu'un marché accessible et adéquat pour se lancer dans l'agriculture commerciale et abandonner l'autosuffisance¹⁷. Les modes de transmission des patrimoines auraient reflété cette mentalité : les pratiques égalitaires prévenaient la constitution de vastes domaines lignagers et affaiblissaient les liens entre les générations et entre les familles et leurs communautés d'origine. Les donations entre vifs, plus particulièrement les contrats détaillés qui les accompagnaient, sont perçus comme preuve d'un manque de solidarité entre les générations.

Un autre groupe d'historiens, tenant d'un modèle appelé *household mode of production* ou *household economy* et que je vais traduire librement par « économie paysanne », a adopté un point de vue diamétralement opposé. Les facilités d'accès à la propriété foncière auraient engendré une mentalité dont la rationalité n'était pas compatible avec celle du marché. Les objectifs prioritaires des familles d'agriculteurs étaient d'abord d'assurer leur subsistance à même les ressources de leur exploitation et d'assurer la reproduction du groupe familial. Selon James Henretta :

The lineal family — not the conjugal unit and certainly not the unattached individual — thus stood at the centre of economic and social existence in northern agricultural society in pre-industrial America¹⁸.

Ces familles auraient cherché à satisfaire le plus grand nombre de leurs besoins à même leurs ressources. Les terres étaient exploitées grâce à une main-d'œuvre familiale; on évitait d'avoir recours à une main-d'œuvre salariée. Ces familles n'auraient eu recours au marché — ou plus précisément aux services du marchand général — que pour troquer leurs surplus, ce dont elles n'avaient pas besoin, contre ce qu'elles ne pouvaient produire elles-mêmes : objets de métal, sel, épices, tabac et alcool. Elles n'auraient pas cherché à adapter leur production à la demande du marché pour maximiser leurs profits. Pour ces historiens, les agriculteurs ne se seraient pas intégrés au marché de leur plein gré dès que l'occasion s'en serait présenté. Ils auraient plutôt été forcés de le faire par des forces extérieures.

17. Charles Grant, *Democracy in the Connecticut Frontier Town of Kent*; James Lemon, *The Best Poor Man's Country: A Geographical Study of Early Southeastern Pennsylvania*, Baltimore, 1972; Richard Bushman, *From Puritan to Yankee*; Robert D. Mitchell, *Commercialism and Frontier Perspectives on the Early Shenandoah Valley*, Charlottesville, Va., 1977; Stephanie Grauman Wolf, *Urban Village*; Stephen Imis, *Labor in a New Land: Economy and Society in Seventeenth-Century Springfield*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1983.

18. James Henretta, « Families and Farms, *Mentalités* in Pre-industrial America », *William and Mary Quarterly*, 3d Ser., 35 (1978), p. 32.

Ces petits exploitants cherchaient à accumuler des terres non pour spéculer et s'enrichir ou pour constituer de grands domaines agricoles à l'anglaise, mais pour établir leurs enfants et leur assurer un niveau de vie et un statut social semblables à ceux dont ils avaient jouis. Toujours guidés par ce désir de reproduction sociale, les fermiers n'investissaient guère que dans la terre. Les tenants du modèle de l'économie paysanne mettent en relief les obligations réciproques que les modes de transmission des patrimoines créaient entre les générations, entre les frères et sœurs, et ils sont convaincus qu'ils avaient pour but d'enraciner la famille dans une localité particulière¹⁹.

Tous les historiens cités ci-dessus essayent de comprendre la société coloniale états-unienne à la lumière du même cadre conceptuel. Celui-ci repose sur la classification des sociétés en deux catégories mutuellement exclusives, ou types idéaux. Les protocapitalistes utilisent les étiquettes « sociétés traditionnelles » et « sociétés capitalistes » pour identifier les deux types qui auraient prévalu aux États-Unis à différentes périodes de son histoire. Leurs opposants, surtout s'ils sont mâtinés d'un peu de marxisme, préfèrent les expressions *household mode of production* et *capitalist mode of production*. Chaque type est associé à une série de caractéristiques nécessairement absentes de l'autre. Dans cette optique, l'accumulation et la concentration des richesses sont perçues comme contraires à la rationalité d'une économie paysanne axée sur l'agriculture de subsistance et la reproduction du groupe familial. Les désaccords entre les deux groupes portent sur le moment de la transition; tôt pendant la période coloniale pour les uns; certainement pas avant le début des années 1830 pour les autres.

Au Canada, la question des mentalités n'a soulevé de controverse que dans l'historiographie canadienne-française. Les historiens du Haut-Canada ont toujours tenu pour acquis que les fermiers de cette province produisaient pour le marché — d'où leur prospérité. Leur esprit capitaliste allait de soi. La question de la mentalité des agriculteurs du Bas-Canada et de leur rapport au marché, par contre, fut l'objet d'une longue dispute entre Fernand Ouellet d'une part, Jean-Pierre Wallot et Gilles Paquet, relayés par Serge Courville, de l'autre. Le premier soutenait qu'il existait un marché extérieur pour le blé

19. John Waters, « Patrimony, Succession, and Social Stability: Guilford, Connecticut in the Eighteenth Century », *Perspectives in American History*, X (1976), pp. 131-160; —, « Family, Inheritance and Migration in Colonial New England: The Evidence from Guilford, Connecticut », *William and Mary Quarterly*, 3d Ser., 34 (1982), pp. 64-86; —, « The traditional World of the New England Peasants: A View from Seventeenth-Century Barnstable », *New England Historical and Genealogical Register*, CXXX (1976), pp. 3-21; James Henretta, « Families and Farms »; Robert E. Mutch, « Yeoman and Merchant in Pre-industrial America: Eighteenth-Century Massachusetts as a Case Study », *Societas*, 7 (Autumn 1977), pp. 279-302; Michael Merrill, « Cash is Good to Eat: Self-Sufficiency and Exchange in the Rural Economy of the United States », *Radical History Review*, 3 (Winter 1977), pp. 42-71; Christopher Clark, « Household Economy, Market Exchange, and the Rise of Capitalism in the Connecticut Valley, 1800-1860 », *Journal of Social History*, 13 (Winter 1979), pp. 169-189.

bas-canadien, mais que les Canadiens français étaient trop routiniers et trop mauvais fermiers pour être capables de répondre à cette demande. Leur refus de se moderniser aurait entraîné une longue crise agricole dans la province.

Paquet, Wallot et Courville ne croient pas à l'existence d'un marché stable pour le blé du Bas-Canada. Par conséquent, les fermiers du Saint-Laurent, qui étaient des gens rationnels, se seraient orientés vers d'autres cultures et dans la plaine de Montréal, vers des cultures pour lesquelles il y avait un marché en ville²⁰. Les questions qui sous-tendent ce débat sont semblables à celles posées par les historiens américains : les fermiers étaient-ils protocapitalistes ou traditionnels ? Ont-ils, de leur plein gré, tiré parti des marchés qui s'offraient à eux ?

Il y a toutefois un énorme écart entre Ouellet et les tenants américains du concept d'économie paysanne. Le premier passait un jugement de valeur extrêmement sévère sur les conduites de ces fermiers qui auraient tourné le dos à un marché avantageux. Les seconds, par contre, jugent que les choix des fermiers étaient rationnels, donc justifiés, et ont de plus tendance à idéaliser ce monde non capitaliste.

Dans son étude sur le Bas-Richelieu, Allan Greer a adopté le modèle de l'économie paysanne. Il ne partage pas les jugements de valeur de Ouellet. À l'instar de ses homologues américains, Greer est convaincu que la satisfaction des besoins du groupe familial et de sa reproduction, et non l'accumulation des richesses, étaient les buts poursuivis par les paysans du Bas-Canada. Les comportements de ceux-ci obéissaient à une rationalité qui n'était pas celle du marché. Il insiste beaucoup sur le fait que ceux-ci n'auraient été capitalistes ni en action ni dans leurs aspirations. Ceux qui s'enrichissaient le faisaient strictement pour pouvoir établir leurs enfants.

L'historiographie récente de langue française soit rejette le modèle de l'économie paysanne, soit propose de le dépasser. Les historiens des sociétés rurales québécoises le rejettent consciemment. Pour C. Dessureault, auto-consommation et marché étaient tout à fait compatibles. Thomas Wien abonde

20. Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, « Le Bas-Canada au début du XIX^e siècle : une hypothèse », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 25 (juin 1971), pp. 39-61; ———, « Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1807-1811 : éléments pour une réinterprétation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26 (septembre 1972), pp. 185-237; ———, « The Agricultural Crisis in Lower Canada, 1802-1811: (mise au point) A response to T.J.A. Le Goff », *Canadian Historical Review*, 56 (1975), pp. 133-163; T.J.A. Le Goff, « The Agricultural Crisis in Lower Canada, 1802-1812: A Review of a Controversy », *Canadian Historical Review*, 55 (1974), pp. 1-31; Fernand Ouellet, « Le mythe de l'habitant sensible au marché : commentaires sur la controverse Le Goff-Wallot et Paquet », *Recherches sociographiques*, 7 (1976), pp. 115-132; Serge Courville, « La crise agricole au Bas-Canada : éléments d'une réflexion géographique », *Cahiers de géographie du Québec*, 24 (1980), pp. 193-229, 383-428; Louise Dechêne est également convaincue que l'absence de marché sous le Régime français explique le comportement des habitants, et non l'inverse : L. Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal*, pp. 338-345.

dans le même sens et ajoute que les fermiers n'avaient pas d'autres possibilités d'investissement à leur disposition que l'achat de terres. Sylvie Dépatie accuse les partisans du modèle de l'économie paysanne de raisonner de manière tautologique : ils déduisent les mentalités des effets qu'elles sont supposées engendrer²¹.

Dans un article publié récemment, Gérard Bouchard propose un cadre théorique pour dépasser la fausse dichotomie économie paysanne-économie de marché, celui de la coïntégration. Il y a coïntégration lorsque deux systèmes, l'un traditionnel et local, l'autre extrarégional et capitaliste, coexistent et s'utilisent l'un l'autre à des fins dictées par leur rationalité propre. Les ruraux ont recours au marché et s'engagent dans des industries non agricoles pour mieux perpétuer leurs institutions et assurer la reproduction du groupe familial. Ces avantages retirés de la coïntégration par les sociétés rurales n'excluaient d'ailleurs pas la possibilité qu'elles soient dominées ou exploitées par le système extrarégional. Bouchard élabore son modèle à partir d'une étude du Saguenay, région marginalisée par son éloignement. Il suggère néanmoins qu'il peut s'appliquer à d'autres économies en marge du capital : économies paysannes et protoindustrielles. Le Bas-Richelieu étudié par Allan Greer, lui, semble être un autre exemple de coïntégration²².

Les historiographies, ici encore, suivent des cours parallèles sans se rejoindre. Tout comme Sylvie Dépatie, Winnifred Rothenberg accuse les tenants du modèle de l'économie paysanne de tautologie et les parodie dans un savoureux petit dialogue truffé de citations empruntées aux auteurs qu'elle attaque.

We are told that the eighteenth-century rural *mentalité* was not — what for want of a better word I shall call, with them, capitalist.
 - How do you know?
 - From the KIND of transactions that took place.
 - What about those transactions? They all involved, didn't they, the exchange of labor and commodities with prices for either cash, or equivalent value, or the assumption of a debt that had ultimately to be paid?
 - Yes, but the money-of-account was not money, and the price system was not sovereign, from which it follows that...the products we are dealing with are not commodities at all.

21. Christian Dessureault, « L'égalitarisme paysan dans l'ancienne société rurale de la vallée du Saint-Laurent : éléments pour une réinterprétation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40 (Hiver 1987), pp. 373-407; Thomas Wien, « La colonisation involontaire au XVIII^e siècle : un exemple canadien », communication présentée au congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, tenu à Sherbrooke en octobre 1989; Sylvie Dépatie, « Les facteurs de l'évolution du produit agricole au XVIII^e siècle : une réinterprétation », communication présentée au congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, tenu à Sherbrooke en octobre 1989.

22. Gérard Bouchard, « Co-intégration et reproduction de la société rurale : pour un modèle saguenayen de la marginalité », *Recherches sociographiques*, XXIX, (1988), pp. 283-310.

- I don't follow you, why not?
- Because the values attached to goods and services were use-values, not exchange values.
- How do you know that?
- Because the eighteenth-century rural *mentalité* was not capitalist²³.

La nouvelle génération d'historiens américains remet elle aussi en question la dichotomie économie familiale-économie capitaliste et ne croit pas qu'un système de valeur axé sur la famille soit incompatible avec la recherche du profit. Les critiques de C. Dessurault font écho à celles de Toby Ditz²⁴. Les travaux de B. Hobbs Pruitt, Robert Gross, Carol Shammass et Winnifred Rothenberg démontrent que les fermiers les plus capables de produire des « surplus » pour la vente étaient aussi ceux qui étaient les plus susceptibles d'assurer leur subsistance à même leurs ressources²⁵.

Le Chelsea de Hal Barron efface plus encore les distinctions entre mentalité familiale et mentalité capitaliste, mais en crée une nouvelle, inattendue, entre rationalité économique et sensibilité au marché. Chelsea est une communauté qui se « traditionnalise » au cours du XIX^e siècle : la très grande majorité des ménages exploitait de petites fermes familiales sans avoir recours à une main-d'œuvre extérieure et la donation entre vifs à la façon canadienne était le mode le plus courant de dévolution des patrimoines. Mais les indices d'une mentalité axée sur la famille et la communauté coexistaient avec une agriculture qu'on ne peut absolument pas associer à l'autosuffisance. Les habitants de Chelsea pratiquaient une agriculture franchement commerciale, axée sur la production de la laine, de la pomme de terre et du sirop d'érable pour des marchés extrarégionaux. Cette agriculture commerciale n'était pas pour autant orientée par la demande, mais par un emploi économiquement rationnel des ressources naturelles et humaines disponibles dans le canton. Après la guerre de Sécession, le prix de la laine s'effondra alors que celui du beurre progressait. Les fermiers de Chelsea n'abandonnèrent pas une production pour l'autre pour autant. Augmenter la production de beurre impliquait un investissement accru en travail humain — au XIX^e siècle, on augmentait le rendement des vaches laitières en s'occupant davantage d'elles et, surtout, en étendant la saison de la traite à l'année entière. L'augmentation des rendements laitiers par la sélection des animaux n'était pas encore répandue. Pour augmenter les revenus dérivés de la laine, par contre, il suffisait de remplacer

23. Winnifred Rothenberg, « The Market and the Massachusetts Farmers », pp. 4-5.

24. Toby Ditz, *Property and Kinship, Inheritance in Early Connecticut, 1750-1820*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1986.

25. Winnifred Rothenberg, « The Market and Massachusetts Farmers, 1750-1855 », *Journal of Economic History*, XLI (June 1981), pp. 283-314; Robert A. Gross, « Culture and Cultivation: Agriculture and Society in Thoreau's Concord », *Journal of American History*, 69 (March 1982), pp. 42-61; Carol Shammass, « How Self-Sufficient Was Early America », *Journal of Interdisciplinary History*, XIII (1982), pp. 260-262; Bettye Hobbs-Pruitt, « Self-Sufficiency and the Agricultural Economy of Eighteenth-Century Massachusetts », *William and Mary Quarterly*, 3d Ser., 61 (1984), pp. 33-364.

les moutons par d'autres à la toison plus abondante et qui ne demandaient pas plus de travail. Comme il était très difficile d'engager des valets de ferme à Chelsea, en l'absence d'un prolétariat agricole permanent, les fermiers choisirent la seconde solution pour maintenir leur revenu et continuèrent à élever des moutons²⁶. Une absence de réponse aux stimuli du marché n'est donc pas en soi évidence d'une rationalité non capitaliste. À Chelsea comme au Saguenay, deux systèmes, l'un local et l'autre extrarégional, chacun doté de sa rationalité propre, s'entrecroisaient.

Le marché extrarégional joue un rôle clé dans la plupart des hypothèses énoncées pour expliquer l'évolution des sociétés rurales nord-américaines. Au Canada, jusqu'à une période récente, ce marché agent de transformation était exclusivement celui du blé. Le Haut-Canada, qui vendait du blé, était prospère; le Bas-Canada, qui en importait, était en crise. L'historiographie récente a remis en question l'importance jouée par les marchés extrarégionaux dans l'économie rurale des deux Canadas. Selon Paquet et Wallot, puis Courville, le marché local, constitué d'une part par les habitants des villages et d'autre part par les petites industries de transformation locale, aurait stimulé la production et encouragé sa diversification. La production pour l'autoconsommation familiale n'aurait pas disparu, mais les fermiers proches des villages et des industries auraient délibérément produit des excédents pour répondre à cette demande. L'agriculture du Bas-Canada aurait été plus commerciale que la fixation sur le marché frumentaire ne le suggère²⁷.

La tendance inverse peut être observée dans l'historiographie du Haut-Canada. Certes, celui-ci exportait du blé, mais ce marché aurait été moins structurant qu'on ne l'a cru. Douglas McCalla remet en question la vision d'une agriculture dont le seul moteur aurait été le blé, en soulignant qu'avant 1850, celui-ci n'était la source que de 20 à 50 p. 100 des revenus agricoles; le marché local jouait un rôle aussi important que le marché extrarégional²⁸.

L'impression que l'on retire des travaux de Marvin McInnis sur le Haut-Canada en 1861 n'est pas celle d'une province peuplée de fermiers —agressivement capitalistes. La grande majorité des fermes produisait des surplus pour les marchés et la province avait largement dépassé le stade de l'autosuffisance. Mais seulement 16 p. 100 des fermes produisaient un surplus assez important pour mériter l'étiquette « commerciale ». Le blé représentait une plus grande proportion de la valeur du surplus pour la vente que dans l'étude de McCalla. Néanmoins, très peu de fermes se spécialisaient dans la

26. Hal Barron, *Those Who Stayed Behind: Rural Society in Nineteenth-Century New England*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

27. Serge Courville, « L'habitant canadien dans la première moitié du XIX^e siècle : survie ou survivance ? », *Recherches sociographiques*, XXVII, (1986), pp. 177-193; —, « Le marché des 'subsistances'. L'exemple de la plaine de Montréal au début des années 1830 : une perspective géographique », *RHAF*, 42 (Automne 1988), pp. 193-240.

28. Douglas McCalla, « The Internal Economy of Upper Canada: New Evidence on Agricultural Marketing Before 1850 », *Agricultural History*, 59 (July 1985), pp. 397-416.

production d'une ou deux commodités, au point que McInnis conclut que : « The majority of farmers produced a variety of products that were essentially an extension of the self-sufficient production of the farm. » Pour McInnis comme pour McCalla, le marché local jouait un rôle non négligeable dans l'économie provinciale²⁹.

L'écart qui semblait si extrême entre le Haut- et le Bas-Canada se resserre donc. L'un aurait été plus commercial, l'autre moins dépendant du marché frumentaire qu'on ne l'a cru. Mais il ne faut pas en conséquence imaginer un Canada distancé par les États-Unis, où l'esprit commercial aurait été plus développé. Selon J. Atack et F. Bateman, l'agriculture du Nord-Est, en 1861, n'était pas qualitativement très différente de celle de l'Ontario, même si on décelait un début de spécialisation dans les franges urbaines de l'Est. Les fermiers continuaient à produire une grande variété de commodités et un faible pourcentage de fermes rentraient dans la catégorie des gros producteurs. La valeur totale des surplus pour les marchés était par contre plus élevée qu'en Ontario³⁰.

L'orientation récente prise par les historiographies québécoises et américaines suggère quelques réflexions.

En premier lieu, déduire les mentalités des conduites est une entreprise dangereuse. Les mêmes comportements peuvent refléter des motivations très différentes, et ceci, au sein de la même communauté. Prenons, par exemple, le fait que des agriculteurs accumulaient des terres ensuite redistribuées à leurs enfants. Il est possible que leur but ait été l'établissement du plus de fils possible. Mais peut-être accumulaient-ils des terres pour se constituer un fond de retraite qui leur permettait de finir leur vie dans l'aisance et dans une relative oisiveté. Certains contrats donnent d'ailleurs l'impression que les enfants étaient taillables et corvéables à merci³¹. Ou bien, les parents ne pouvaient espérer persuader leurs enfants de travailler pour eux sans gages jusqu'à leur mariage, s'ils ne pouvaient leur promettre un établissement à cette occasion. Dans le premier cas, les parents plaçaient le bien-être de leurs enfants au premier plan; dans les deux autres, le leur.

Un comportement ne peut non plus être interprété comme indicatif d'une mentalité particulière que si la personne concernée avait la possibilité d'agir différemment. Les fermiers accumulaient peut-être des terres parce que c'était la seule forme d'investissement relativement sûre à laquelle ils avaient accès.

29. Marvin McInnis, « Marketable Surpluses in Ontario Farming, 1860 », *Social Science History*, VIII (Fall 1984), pp. 395-424.

30. Jeremy Atack et Fred Bateman, « Marketable Farm Surpluses: Northeastern and Midwestern United States, 1859 and 1860 », *Social Science History*, VIII (Fall 1984), pp. 371-393.

31. On peut donner en exemple la famille Lussier, citée par Allan Greer; Allan Greer, *Peasant, Lord and Merchant*, pp. 223-225.

Deuxièmement, la dichotomie économie de marché-économie familiale est artificielle, tout comme l'est la présumée incompatibilité entre un système de valeurs centré sur la famille et la recherche du profit personnel. Les petits exploitants agricoles, les artisans, les petits commerçants du XIX^e siècle (comme leurs homologues du XX^e) étaient probablement aussi préoccupés par leur réussite matérielle personnelle que par l'avenir de leurs enfants. Ils pouvaient délibérément s'intégrer au marché pour accroître leur profit afin de mieux pourvoir aux besoins immédiats de leur famille et être mieux à même d'établir leurs fils (comme cela semble avoir été le cas à Chelsea ou au Saguenay). Mais ils pouvaient aussi utiliser la main-d'œuvre que constituaient leurs enfants pour s'enrichir. Plutôt que s'opposer de manière irréductible, la poursuite de l'intérêt personnel et les préoccupations d'ordre familiale semblent avoir été confondues dans l'esprit des individus concernés³². Il ne faut pas faire rentrer de force les fermiers de la période pré-industrielle dans des catégories mutuellement exclusives, mais respecter leurs ambivalences et leurs ambiguïtés.

Troisièmement, le modèle de l'économie paysanne n'appartient pas nécessairement à la poubelle de l'histoire. Il reste utile, aussi longtemps qu'on l'utilise pour rendre compte d'un mode de production dont l'existence peut être vérifiée empiriquement et que l'on traite structures et mentalités comme deux variables indépendantes l'une de l'autre. Le terme, par exemple, pourrait faire référence à un mode de production où la terre appartient à ceux qui la cultivent, où locataires et ouvriers agricoles sont peu nombreux, et où l'auto-suffisance en matière alimentaire prévaut au niveau de la paroisse ou du canton. Exiger, par contre, que la majorité des fermes soient autosuffisantes conduirait à une impasse, puisque l'historiographie suggère que ce genre de situation ne correspondait pas à la réalité.

J'espère, arrivée à ce point de ma démonstration, avoir persuadé mes lecteurs que nous ne pouvons nous permettre de nous ignorer les uns les autres. Les sociétés rurales de Nouvelle-Angleterre, du Haut- et du Bas-Canada ont présenté beaucoup de points communs qui ne peuvent en aucune manière être attribués à une influence états-unienne sur le Canada. Le Nord-Est du continent devrait être plus souvent le cadre global de référence de nos travaux. On éviterait ainsi de tomber dans le piège de l'exceptionnel. McCallum a été capable de démontrer de manière convaincante que l'agriculture du Bas-Canada n'était pas aussi archaïque qu'on avait voulu la décrire parce son point de comparaison fut non l'agriculture des anglophones des Cantons de l'Est, mais de ceux de la Nouvelle-Angleterre. Un cadre comparatif, par exemple,

32. Ceci est la conclusion, pour eux inattendue, à laquelle sont parvenus deux économétriciens américains : « [The] dual nature of the nineteenth-century American agrarian experience intrigues yet bedevils scholars; agriculture was simultaneously a complex, successful economic activity as well as an engine of family and social organization with strong noneconomic motivations », Jeremy Atack and Fred Bateman, *To Their Own Soil, Agriculture in the Antebellum North*, Iowa, Iowa State University Press, 1987, p. 12.

permettrait de mieux juger l'impact réel du régime seigneurial sur l'évolution socio-économique du Bas-Canada.

La seconde raison pour laquelle nous ne devrions pas nous ignorer découle de l'orientation des historiographies des sociétés rurales du Bas-Canada et de la Nouvelle-Angleterre. Elles les évoluent en parallèle, sans que l'on puisse d'ailleurs parler d'influence mutuelle, ou même de l'influence de l'une sur l'autre. Donc, le dialogue devrait être facile et ne pourrait qu'enrichir l'une et l'autre, renforcer les conclusions, suggérer des alternatives et encourager la recherche dans des domaines négligés par les uns ou par les autres. Je ne veux citer que deux exemples. Une littérature abondante existe sur le rapport agriculture-forêt au Québec; le sujet est ignoré des Américains en dépit du fait que l'industrie forestière a joué un rôle important dans l'économie de la Nouvelle-Angleterre, de l'État de New York et de la région des Grands Lacs. Les Américains, par contre, ont bien étudié la place des femmes dans la société coloniale. Que savons-nous des femmes de la Nouvelle-France ? À peu près rien.

Une approche comparative n'implique pas que l'une des historiographies doive se mettre à la remorque de l'autre ni au plan des problématiques ni à celui des méthodes. Les intérêts des Québécois continueront à guider la recherche sur le Bas-Canada; celles des Canadiens anglais, la recherche sur le Haut-Canada; celles des Américains, les travaux sur la Nouvelle-Angleterre. Mais lorsque les uns et les autres posent les mêmes questions, ils atteindraient leurs buts avec moins d'efforts s'ils ne se tournaient pas le dos.

Annexe

Bibliographie relative aux transmissions de patrimoine en Amérique du Nord

Pour le Canada français :

Gérard Bouchard, « Family Structures and Geographic Mobility at Laterrière, 1851-1935 », *Journal of Family History*, 2 (December 1977), pp. 350-369.

Gérard Bouchard, « Les systèmes de transmission des avoirs familiaux et le cycle de la société rurale au Québec, du XVII^e au XX^e », *Histoire sociale — Social History*, n^o 31 (mai 1983), pp. 35-60.

Gérard Bouchard et Régis Thibeault, « L'économie agraire et la reproduction sociale dans les campagnes saguenayennes (1852-1971) », *Histoire sociale — Social History*, n^o 36 (novembre 1985), pp. 237-258.

Gérard Bouchard et Jeannette Larouche, « Paramètres sociaux de la reproduction familiale au Saguenay (1842-1911) », *Sociologie et Sociétés*, vol. XIX (avril 1987), pp. 133-144.

Gérard Bouchard, « Sur la reproduction familiale en milieu rural : systèmes ouverts et systèmes clos », *Recherches sociographiques*, XVIII (1987), pp. 229-251.

Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal*, Paris, Plon, 1979, pp. 418-424.

Léon Gérin, « L'habitant de Saint-Justin : contribution à la géographie sociale du Canada », *Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin*, édité par J.-C. Falardeau et Philippe Garigue, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1968, pp. 49-128.

Allan Greer, *Peasant, Lord, and Merchant, Rural Society in Three Quebec Parishes, 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1985.

Louis Lavallée, « La transmission du patrimoine dans la seigneurie de Laprairie, 1667-1760 », *Évolution et éclatement du monde rural*, édité par Joseph Goy et Jean-Pierre Wallot, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1986, pp. 341-352.

Louis Michel, « Varennes et Verchère, des origines au milieu du XIX^e siècle, état d'une enquête », *ibid.*, pp. 325-346.

Pour le Haut-Canada :

Bruce Elliott, *Irish Migrants in the Canada, A New Approach*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1988.

David Gagan, *Hopeful Travellers, Families, Land and Social Change in Mid-Victorian Peel County, Canada West*, Toronto, University of Toronto Press, 1981.

Herbert May, « A Place to Stand: Families, Land and Permanence in Toronto Gore Township, 1820-1890 », Canadian Historical Association, *Historical Papers*, 1980, pp. 185-211.

Pour le nord-est des États-Unis :

Hal Barron, *Those Who Stayed Behind: Rural Society in Nineteenth-Century New England*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

Toby Ditz, *Property and Kinship, Inheritance in Early Connecticut, 1750-1820*, Princeton, Princeton University Press, 1986.

Stephanie Grauman-Wolf, *Urban Village: Population, Community and Family Structure in Germantown, Pennsylvania, 1683-1800*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

Philip Greven, *Four Generation: Population, Land and Family in Colonial Andover, Mass.*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1972.

James Henretta, « Families and Farms, *Mentalité* in Pre-industrial America », *William and Mary Quarterly*, 3d Ser., 35 (1978), pp. 3-33.

Christopher Jedrey, *The World of John Cleaveland: Family and Community in Eighteenth-Century New England*, New York, Norton, 1979.

Alexander Keyssar, « Widowhood in Eighteenth-Century Mass.: A Problem in the History of the Family », *Perspectives in American History*, 8 (1974), pp. 83-119.

James Lemon, *The Best Poor Man's Country: A Geographical Study of Early Southeastern Pennsylvania*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1972.

Daniel Snyder, « Kinship and Community in Rural Pennsylvania, 1749-1820 », *Journal of Interdisciplinary History*, 8 (Summer 1982), pp. 41-61.

John J. Waters, « Patrimony, Succession and Social Stability: Guilford, Connecticut in the Eighteenth Century », *Perspectives in American History*, 10 (1976), pp. 131-160.

———, « The Traditional World of the New England Peasants: A View from Seventeenth-Century Barnstable », *New England Historical and Genealogical Register*, 30 (January 1976), pp. 3-21.

———, « Family, Inheritance and Migration in Colonial New England: The Evidence from Guildford, Connecticut », *William and Mary Quarterly*, 3d Ser., 39 (1982), pp. 64-86.